

Dossier d'autorisation d'urbanisme

07218119Z0002

Le Mans - Sarthe

Type

Permis de demolir

État

Autorisé

Autorisation

30/04/2019

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 30/07/2026 à 16:34 depuis RegistreDesPermis.fr.
Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	07218119Z0002
Type	Permis de demolir
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	CAISSE DE REASSURANCE MUTUELLE AGRICOLE DU CENTRE MANCHE
SIREN / SIRET	383853801 / 38385380101346

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2019
Autorisation	30/04/2019
Décision	30/04/2019
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2019-04
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	201904

Localisation

Adresse	53 RUE PAUL LIGNEUL LE MANS 72000
Commune	Le Mans (72181)
Département	Sarthe (72)
Région	Pays de la Loire (52)
Code postal	72000
Parcelles cadastrales	CZ 62

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f73cf2d-7bc4-4b5a-b912-718d6991f0a0
Première importation	19/05/2026 10:01
Dernière observation	19/05/2026 10:01

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
CAISSE DE REASSURANCE MUTUELLE AGRICOLE DU CENTRE MANCHE (GROUPAMA CENTRE MANC)	383853801	Société du permis
MONCEY AUDIT	433927100	Commissaire aux comptes suppléant
ALAIN JACQUES YVES BURETTE	-	Gérant
FRANCOIS-XAVIER DAMIEN COUSSIN	-	Gérant
MORGAN GHISLAIN	-	Gérant
PAUL REGIS PATRICE FOUBERT	-	Gérant
PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT	672006483	Commissaire aux comptes titulaire
AUDIT CONSEIL FRANCE INTERNATIONAL (AC-FI)	797426228	Commissaire aux comptes titulaire
SOUFIAN MALIK	-	Gérant
FRANCOIS GUILLON	-	Autre
FRANÇOIS JEAN PHILIPPE JAUMAIN	-	Autre
SARAH MARIE MAUD FLOQUET (KRESSMANN)	-	Autre
ITTO FADILA EL HARIRI	-	Président de SAS
ANNE-LAURE MARIE VAN ELSLANDE (VINCENT)	-	Administrateur
BRIGITTE GISELE JOELLE CHRISTIANE HURAUULT (MARCHERON)	-	Administrateur
DELPHINE ANNE YVETTE LAMY (POUSSIER)	-	Administrateur
DENIS CALIPEL	-	Administrateur
DOMINIQUE AUBIN	-	Administrateur
DOMINIQUE FRANCIS JEAN LECOMTE	-	Administrateur
EDOUARD PIERRE MARCEL AUBRY	-	Administrateur
FRANCOISE POTIER (POIRIER)	-	Administrateur
JOEL LAFONTAINE	-	Administrateur
LAURENCE IRENE HELENE CAP-DREUX (CAP)	-	Administrateur
MARIE-PAULE DOS REIS (CABARET)	-	Administrateur
MELANIE GOSSELIN	-	Administrateur
MICHEL FAUCON	-	Administrateur
NATHALIE ANNICK CLAUDINE BOISGONTIER (EDON)	-	Administrateur
NICOLAS JEAN LUC GARRY	-	Administrateur
STEPHANE LABARRIERE	-	Administrateur

THIERRY BLANCHARD	-	Administrateur
SYLVIE LE DILLY	-	Autre
MICHEL BARBET-MASSIN	-	Commissaire aux comptes suppléant
PASCAL LOISEAU	-	Directeur Général

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.